

jusqu'à la fin de la période actuelle de cinq ans qui courrait si le contrat n'avait pas été transformé en assurance sans paiement de primes.

## 21 LA POLICE EN TANT QU'INSTRUMENT DE CRÉDIT

### 21.1 Prêts sur police

Dès lors que l'assurance présente une valeur de rachat et qu'un changement de pilier n'a pas encore eu lieu, le preneur d'assurance peut demander à Allianz de lui accorder un prêt à intérêts contre la mise en gage de son droit aux prestations découlant d'une assurance de prévoyance libre (pilier 3b). Le prêt doit être remboursé au plus tard à la fin du contrat, faute de quoi le montant du prêt, des intérêts et des frais est déduit de la prestation en cas de vie.

Allianz peut refuser la demande de prêt à intérêts.

### 21.2 Cession et mise en gage

S'il n'y a pas encore eu de changement de pilier, le preneur d'assurance est autorisé à céder à un tiers ou à mettre en gage son droit aux prestations découlant d'une assurance de prévoyance libre (pilier 3b). Pour être valables, la mise en gage et la cession requièrent la forme écrite et la remise de la police au tiers, ainsi qu'un avis écrit à Allianz.

Des dispositions divergentes conformes aux «conditions particulières (CP) Prévoyance liée (pilier 3a)» ainsi qu'aux «conditions complémentaires (CC) relatives à un changement de pilier entre la prévoyance liée (pilier 3a) et la prévoyance libre (pilier 3b) pour l'assurance vie Smart Invest» restent réservées.

### 21.3 Restrictions lors de la modification du paquet de prime et des réattributions

Si la police est utilisée en tant qu'instrument de crédit (prêt sur police, cession et nantissement), la modification du paquet de prime pour les futures primes et les réattributions entre la composante liée au taux d'intérêt et la composante liée à des fonds ne sont possibles que de manière limitée.

En cas de modification du paquet de prime, la part de la prime dans la composante liée au taux d'intérêt ne peut pas être réduite.

Les réattributions peuvent uniquement être effectuées de la composante liée à des fonds à la composante liée au taux d'intérêt, et pas inversement.

Ces restrictions s'appliquent dès la réception par Allianz de la notification écrite selon laquelle les droits découlant de l'assurance principale ont été cédés ou mis en gage, sans qu'il soit vérifié à ce moment-là si la cession ou la mise en gage de ces droits a été valablement effectuée.

Dans certains cas, il peut être renoncé à cette restriction si

l'accord écrit préalable du prêteur a été obtenu.

## 22 PARTICIPATION AUX EXCÉDENTS

L'assurance ouvre droit à une participation aux excédents d'intérêts et aux excédents de charges et de risque d'Allianz. Les détails y afférents sont réglés dans les «conditions complémentaires (CC) relatives à la participation aux excédents de Smart Invest».

## 23 SERVICE MILITAIRE, GUERRE OU TROUBLES

Les dispositions suivantes relatives au rapport contractuel en cas de guerre sont appliquées uniformément par toutes les compagnies d'assurances sur la vie exerçant leurs activités en Suisse pour les assurances assorties de prestations en cas de décès.

Le service actif afin de sauvegarder la neutralité suisse et l'ordre intérieur du pays — hors opérations de guerre dans l'un et l'autre cas — est considéré comme service militaire en temps de paix, comme tel, il est couvert sans autre formalité dans le cadre des conditions générales.

Si la Suisse est en guerre ou si elle est engagée dans des hostilités présentant le caractère d'opérations de guerre, une contribution unique de guerre est due dès le début de celle-ci et devient exigible un an après la fin de la guerre. Il importe peu que la personne assurée prenne part ou non à la guerre et qu'elle séjourne en Suisse ou à l'étranger.

La contribution unique de guerre sert à couvrir les dommages causés directement ou indirectement par la guerre, dans la mesure où ils concernent les assurances auxquelles les présentes conditions sont applicables. Le constat relatif à ces dommages de guerre et aux fonds disponibles afin de les couvrir, ainsi que la fixation de la contribution de guerre et des moyens de la recouvrer — le cas échéant, en réduisant les prestations assurées — incombent à Allianz, d'entente avec l'autorité suisse de surveillance.

Si des prestations découlant de l'assurance deviennent exigibles avant la fixation de la contribution unique de guerre, Allianz est habilitée à en reporter le paiement, pour une part appropriée, jusqu'à un an après la fin de la guerre. La part de la prestation différée ainsi que le taux d'intérêt à bonifier sur celle-là seront déterminés par Allianz, d'entente avec l'autorité suisse de surveillance.

Le jour du début et celui de la fin de la guerre, au sens des dispositions précédentes, sont fixés par l'autorité suisse de surveillance.

Si la personne assurée prend part à une guerre ou à des actions présentant le caractère d'opérations de guerre, sans que la Suisse elle-même soit en guerre ou engagée dans des hostilités de cette nature, et qu'elle meurt, soit pendant une telle guerre, soit dans un délai de six mois